Turquie

Quand laïcité et démocratie ne font pas nécessairement bon ménage

Pierre Vanrie

Les grandes manifestations contre le parti du pouvoir AKP s'inscrivent dans une logique d'encerclement du pouvoir par l'appareil d'État, qui n'entend pas laisser la majorité gouvernementale, pourtant issue des urnes, investir un État dont la présidence de la République est un symbole fort. Face à une mobilité sociale qu'elle peine à maitriser, l'élite « aristocratique », qui contrôle cet État, met en action des mécanismes faisant appel à des schémas idéologiques simplistes opposant les « laïques » aux « réactionnaires religieux », pour maintenir son monopole du pouvoir.

Les spectaculaires manifestations de masse qui ont eu lieu en Turquie au cours des mois d'avril et de mai 2007 peuvent-elles être qualifiées de « sursaut laïque » face à la montée en puissance de l'« obscurantisme islamique » qui serait incarné par le parti AKP[1] au pouvoir ? Les manifestants semblaient traduire les préoccupations d'une classe moyenne urbanisée déboussolée par la nouvelle « culture » politique du gouvernement AKP. Selon certains

[1] Parti de la justice et du développement, version réformée des partis islamiques turcs (Refah, Fazilet) interdits, et qui se définit comme « conservateur démocrate ».

observateurs, ces manifestations se distinguaient par exemple par une présence relativement importante d'alévis, chiites hétérodoxes anatoliens dont la culture et la pratique n'ont que peu de rapports avec le chiisme duodécimain tel qu'il est pratiqué en Iran, en Irak ou au Liban. Minorité religieuse à l'identité plurielle (turque et kurde) et fluctuante, les alévis cultivent une méfiance historique à l'égard de la majorité musulmane sunnite du pays. Dans ce contexte, ils adhèrent au crédo kémaliste de mise sous tutelle de la religion majoritaire et se méfient de l'AKP au pouvoir, à l'identité et aux origines islamo-sunnites indéniables.

UNE « SOCIÉTÉ CIVILE » PAS TRÈS CIVILE

Si les craintes et les fantasmes de ces manifestants, dont beaucoup de femmes, appartenant à une classe urbaine socialement intégrée, peuvent être sincères, alimentés qu'ils sont par des mesures conservatrices sur le plan moral prises par certaines municipalités AKP[2], il en va en tout cas différemment pour les organisateurs, dont les motivations sont beaucoup plus politiques et qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour obtenir une large mobilisation de leurs « troupes ». Prenons ainsi le cas de l'Association de la pensée atatürkiste (ADD), à la base de ces manifestations. « Atatürkiste » et non pas « d'Atatürk », cette petite nuance sémantique permet en effet déjà de mesurer le caractère dogmatique que ses membres donnent à la pensée d'un personnage comme Atatürk, aussi exceptionnel que contradictoire dans les positions qu'il a adoptées au long de sa décisive carrière politique.

Cette ADD, qui joue du prestige du fondateur de la Turquie moderne, est basée à Ankara, et dispose de succursales à l'intérieur et à l'extérieur du pays, dont la Belgique[3]. Elle est présidée par le général, fraichement retraité, Sener Eruygur, ancien commandant en chef de la gendarmerie (corps d'armée en Turquie), qui a été mis en cause par l'hebdomadaire *Nokta* pour son implication dans un projet de coup d'État contre l'AKP en 2004, au moment des négociations sur l'avenir de Chypre. Ces révélations, qui ont fait l'effet d'une bombe en Turquie, n'ont pas été démenties par l'ancien chef d'état-major de l'armée turque, le général Hilmi Özkök, qui s'était opposé alors à ces tendances putschistes. Le même hebdomadaire *Nokta*[4] révélait — dans un article intitulé « Dans quelle mesure, les actions civiles sont-elles civiles ? » — les projets en cours au sein de l'armée visant à renforcer les liens entre l'armée et des « organisations de la société civile » en vue de s'opposer au gouvernement AKP. Certaines organisations de la « société civile », telles que précisément l'ADD, ont ainsi joué un rôle important dans l'organisation de ces manifestations anti-AKP. Toute une nébuleuse de groupuscules ultranationalistes dits « souverainistes », et considérant par exemple à l'instar de l'ADD que « la Turquie est sous occupation » (de la part de l'Union européenne et des États-Unis), y a également pris une part active. Dans ce contexte, le lien ambigu entre les organisateurs de ces manifestations et l'armée apparait davantage qu'une alliance objective et jette le trouble sur des manifestations où les craintes sincères exprimées ont à tout le moins été manipulées à des fins putschistes.

[2] L'AKP a obtenu 42 % des suffrages lors des dernières élections municipales de mars 2004 et contrôle la majorité des grandes villes du pays, dont Istanbul et Ankara.

[3] Lire à ce propos le blog du journaliste Mehmet Koksal, <http://allochtone.blogspot.com/2007/04/benoit-cerexhe-punit-les-bad-boys-pour.html>.

[4] Perquisitionné sur requête de l'état-major et mis sous pression financière, l'hebdomadaire *Nokta* — qui avait également révélé le fichage de journalistes par l'armée — a cessé de paraitre fin avril 2007.

LE CENTRE CONTRE LA PÉRIPHÉRIE

On assiste schématiquement en Turquie à une lutte entre, d'une part, le « centre », qui est constitué de façon informelle par une élite incarnée par la haute administration tant civile que militaire (magistrats, autorités universitaires, diplomates, officiers d'active…) et qui sociologiquement représente une certaine classe moyenne et supérieure, et, d'autre part, la « périphérie », incarnée par la petite bourgeoisie (d'origine) provinciale, entreprenante, et qui réclame également « sa part du gâteau », dans le cadre d'un processus d'ascension sociale.

Les références culturelles plutôt « occidentales » du premier groupe, minoritaire, s'opposent à la culture « rurale », majoritaire, d'ex-paysans anatoliens davantage conservateurs sur le plan des mœurs, pratiquants en religion et dont les femmes sont souvent voilées. Le « centre », en tant qu'élite, incarne l'État, tandis que la « périphérie » a maintenant investi les fonctions électives, le Parlement et donc le gouvernement, dans le cadre d'un système certes autoritaire, mais qui autorise néanmoins l'alternance au rythme des coups d'État (quatre en cinquante ans). Paradoxalement, l'élite « occidentalisée » se méfie de l'Europe, à cause des idéaux de liberté qui menacent son monopole du pouvoir, alors que la « périphérie », initialement antioccidentale, s'est tournée vers l'Union européenne voyant tout l'intérêt que le concept de liberté pouvait lui apporter.

L'APPAREIL D'ÉTAT

Dans ce contexte, l'élection présidentielle était une échéance décisive dans un système régi par une Constitution rédigée en 1982, dans la foulée du coup d'État du 12 septembre 1980. Ce système prévoit en effet une « opposition institutionnelle » entre un gouvernement et un président de la République qui dispose de prérogatives suffisantes pour être en mesure de brider le gouvernement dès lors que celui-ci menacerait le monopole de l'élite. On assiste ainsi à des batailles de nominations où la charge symbolique est très forte comme en avril 2006 lorsque le Premier ministre (AKP) Recep T. Erdogan a tenté de placer à la tête de la Banque centrale turque le PDG d'un organisme de crédits islamiques considéré comme proche des milieux islamiques du parti au pouvoir. Cet épisode illustrait déjà l'impossibilité de conciliation entre un appareil d'État qui protège ses prébendes et un gouvernement qui surréagit dans ce cas par une proposition de nomination radicale. Dans ce cas, le décret de nomination du Premier ministre a été rejeté par le président de la République — qui a également refusé la nomination d'autres hauts fonctionnaires proposés par le gouvernement AKP, quand il n'a pas opposé son véto à des décrets portant sur des projets économiques susceptibles d'améliorer les performances économiques d'un gouvernement qui « risquait » d'en tirer un éventuel avantage politique.

Dans ces conditions, et dès lors que l'AKP dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale turque (qui élit le président de la République), cette élection présidentielle annonçait un blocage du système (permettant à l'élite de stopper les aspirations populaires, perçues comme menaçantes) et donc une crise dans la mesure où, très logiquement, le prochain président de la République devait être issu de l'AKP. Lorsqu'il s'est avéré que l'AKP avait bien l'intention de proposer un candidat issu de ses rangs, ce système d'« exécutif bicéphale », permettant de bloquer le gouvernement au bénéfice de l'appareil d'État et de sa clientèle, risquait de devenir caduc.

Les manifestations, dites « républicaines », en faveur de la laïcité et opposées à l'éventualité d'un président de la République AKP ont alors commencé, au moment même où l'appareil d'État lançait une « contre-offensive » visant à

empêcher l'AKP d'investir la présidence de la République, symbole de cet État. Un ancien procureur général de la Cour de cassation, éditorialiste à ses heures du quotidien kémaliste *Cumhuriyet* (très anti-AKP), proposait dans un de ses éditoriaux une parade juridique qui allait rendre très difficile l'élection du président de la République par l'AKP, dès lors que ce dernier devait, selon cette interprétation juridique très discutable, et en tout cas jamais avancée jusque-là dans aucun autre scrutin présidentiel, réunir 367 voix sur son nom, soit deux tiers des députés de l'Assemblée.

Cette idée était reprise par le Parti républicain du peuple (CHP, opposition parlementaire) — formation kémaliste qui a abandonné son crédo social-démocrate au profit d'un discours très nationaliste — qui allait la soumettre à la Cour constitutionnelle, dont la majorité des membres ont été nommés par l'actuel président A. N. Sezer, qui, lui, n'a pourtant été élu en mai 2000 qu'avec 330 voix. Le même Sezer qui, toujours selon l'hebdomadaire *Nokta*, finance l'ADD, organisateur des manifestations anti-AKP.

Les autorités académiques à l'instigation du Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK), qui fait très autoritairement respecter au niveau des universités turques le crédo kémaliste dans une version très réductrice[5], ont également soutenu ces manifestations en invitant professeurs et étudiants à y participer. Le 27 avril, le ministre AKP des Affaires étrangères Abdullah Gül recueillait lors du premier tour du vote 357 suffrages. Le CHP demandait à la Cour constitutionnelle d'invalider le scrutin car le quorum des 367 suffrages n'avait pas été atteint. Le soir même, l'état-major de l'armée sur son site internet adressait une mise en garde à peine voilée à l'AKP concernant les fondamentaux d'un régime laïque à la turque, ce que de nombreux observateurs ont qualifié de « coup d'État électronique ». Le CHP évoquait des « affrontements » possibles si la Haute Cour n'invalidait pas cette élection. Sans surprise, la Cour, de toute façon acquise à la cause de l'appareil d'État et mise sous une telle pression, ne pouvait rendre qu'un avis politique annulant cette élection. Tous les acteurs de cet appareil d'État incarnant une élite jalouse de ses prérogatives — les politiques (CHP), la magistrature (la Cour constitutionnelle), le monde académique (YÖK), certains médias (la télévision Kanal Türk, le quotidien *Cumhuriyet*), la « société civile » (ADD) et bien sûr l'armée — se sont partagé les rôles pour assurer le maintien de leur monopole du pouvoir.

C'est donc dans ce contexte très peu démocratique que les récentes manifestations en faveur de la laïcité en Turquie doivent être appréciées. ■

[5] Le YÖK vient ainsi de décider de ne plus octroyer d'équivalence aux étudiants turcs qui ont suivi des cours dans des universités étrangères où les principes kémalistes auraient été remis en cause.